

dial

DIFFUSION DE L'INFORMATION
SUR L'AMÉRIQUE LATINE

DIAL D 145 BRESIL:

L'ELECTION DU NOUVEAU PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE

170, BOULEVARD DU MONT-PARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 325-36-74
C. C. P. 1248-74 PARIS

(Le 15 janvier 1974, le Congrès National procède à "l'élection" du nouveau président de la République, le général Ernesto Geisel. Celui-ci avait été "indiqué" à ce poste en septembre 1973 par l'actuel président, le général Médici. Plus pour ouvrir un débat national difficile que pour nourrir l'espoir de gagner des élections préfabriquées, le Mouvement Démocratique Brésilien (MDB), de l'opposition, présentait alors un "anti-candidat".

Nous donnons aujourd'hui, le texte intégral du discours prononcé lors de la Convention nationale du parti à Brasilia, le 22 septembre 1973, par M. Ulisses Guimarães, président du MDB et choisi comme "anti-candidat". A l'époque, la retransmission télévisée de son discours avait été interdite par la censure (Note DIAL).

Monsieur le Président de la Convention,
Messieurs les membres du Mouvement Démocratique Brésilien:
sénateurs, députés fédéraux, députés des Etats, maires et
conseillers municipaux,

La succession présidentielle brésilienne est placée sous le signe du paradoxe.

Dans l'état actuel des choses, celui qui nous est annoncé comme candidat à la succession est en réalité déjà le président. Il n'attend pas l'élection, mais bien la passation des pouvoirs.

Pour l'opposition, il n'est pas non plus question de candidat: il ne peut y en avoir quand le poste est déjà pourvu.

Le 15 janvier prochain, sous la dénomination d'élections, la cérémonie prévue dans le cadre du Congrès National sera celle d'une remise de diplôme, quand les sénateurs, députés fédéraux et députés d'Etats du parti de la majorité ratifieront une investiture accordée au préalable.

Le Mouvement Démocratique Brésilien ne nourrit aucune illusion sur une telle homologation aveugle et inévitable: elle est l'expression nécessaire de l'identification d'un vote ostensible à la fatalité de la perte du mandat parlementaire; elle est la démarche pharisaïque d'un prétendu collègue électoral dans lequel l'indépendance a été évacuée au profit de la fidélité partisane.

La non-viabilité de la candidature de l'opposition témoigne, à la face de la Nation et du monde, que le système brésilien n'est pas démocratique; tant qu'il en sera ainsi, la situation actuelle demeurera pour un gouvernement digne de ce nom une oeuvre irréalisable, une continuité

impossible: le pouvoir est issu du suffrage direct, universel et secret qui a pour règle l'alternance au pouvoir, ainsi qu'il arrive dans les pays civilisés.

Ce n'est pas un candidat à la présidence de la République qui va parcourir le pays, c'est l'anti-candidat, afin de dénoncer l'anti-élection imposée par l'anti-constitution. En incorporant l'Acte Institutionnel n° 5 (1), celle-ci soumet le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire à l'Exécutif; elle permet les arrestations arbitraires sans protection de l'habeas-corpus et les condamnations sans possibilité de défense; elle porte atteinte au caractère inviolable du domicile privé et des entreprises par les écoutes clandestines; elle étouffe les voix discordantes en bouchant les oreilles de la Nation par la censure de la presse, de la radio, de la télévision, du théâtre et du cinéma.

C'est une lourde et pénible tâche que d'avoir à parler de la charge suprême de l'Union et des Etats dans une "République" qui ne consulte pas les citoyens et dans une "démocratie" qui étouffe la voix des urnes.

Il y a là matière pour le théâtre de l'absurde d'un Berthold Brecht qui, dans une pièce éblouissante, se moque de la stupidité de l'arbitraire au pouvoir: si le peuple perd la confiance du gouvernement, il ne reste plus au gouvernement que dissoudre le peuple et en élire un autre.

Le voyage de l'opposition à travers le pays ne prétend nullement être une campagne électorale, car il équivaudrait à une sorte d'expédition folle en direction de l'impossible; il poursuit seulement un triple but:

1) exercer sans crainte et sans provocation la fonction institutionnelle de critique et de contrôle du gouvernement et du système, en exigeant la suppression de la législation discrétionnaire et de ses instruments d'application; la priorité des priorités doit aller à la révocation de l'Acte Institutionnel n° 5 et à la réforme de la Constitution actuelle.

2) faire connaître le programme du parti, approuvé à l'unanimité par la Cour Suprême Electorale, en informant le peuple de son contenu politique, social, économique, éducatif, nationaliste et partisan du développement dans la liberté et la justice sociale; seul le suffrage libre et direct permettra que ce programme devienne réalité avec l'accession au gouvernement du Mouvement Démocratique Brésilien;

3) inciter les électeurs à donner leurs voix aux candidats de l'opposition, lors des élections du 15 novembre 1974 pour les postes de sénateurs, députés fédéraux et députés des Etats, afin de faire pièce à l'interdiction qui leur est faite de participer à l'élection du 15 janvier de la même année pour la présidence et la vice-présidence de la République; une étape décisive sera ainsi franchie: ils offriront aux parlementaires

(1) Edicté le 13 décembre 1968 pour juguler l'opposition politique renaissante, il attribue les pleins pouvoirs au président de la République et marque l'avènement réel de la dictature. La réforme constitutionnelle du 17 octobre 1969 (amendement n° 1) intègre l'Acte Institutionnel n° 5 à la Constitution (N.d.T.).

res les moyens d'agir dans le sens du retour à la normalité démocratique; ils leur accorderont le nombre de voix suffisant leur permettant de proposer la réforme de la Constitution de 1969 et la création de Commissions parlementaires d'Enquête dont la tâche d'investigation et de moralisation est nécessaire à l'actuelle législature qui cherche à en faire l'économie et à la présente administration qui cherche à s'en protéger grâce à l'intolérance partisane de la majorité parlementaire en place.

Pour l'heure et pour ici je serai bref. Nous sommes tous les croisés d'une même croisade. Il est donc inutile de vouloir convaincre le converti, de convertir le converti, de prôner la vertu de liberté à des libéraux qui acceptent, en raison de leur foi républicaine, de payer le prix du risque et de la souffrance.

Je serai plus explicite et minutieux au long des jours quand je m'adresserai à nos frères qui se trouvent sur l'autre berge du fleuve de la démocratie. A ceux, bien sûr, qui s'y sont installés par choix ou par convenance, et qui manifestent une attitude d'apostasie politique particulièrement rebelle au salut. Mais de façon prioritaire à ceux qui y ont été contraints par le scepticisme ambiant et l'indifférence régnante, en particulier les jeunes et les travailleurs intoxiqués par une propagande aussi massive que quotidienne et condamnés à une privation d'information aussi durable qu'implacable.

Quand l'opposition en appelle avec insistance à la refonte des structures politico-sociales et au respect de l'intégrité des droits du citoyen, elle trouble le chœur des puissants de l'heure. Parce qu'ils manquent de raisons et d'arguments, ils qualifient son insistance de répétition fastidieuse. Certes, retomber sans cesse dans les mêmes erreurs est chose condamnable, mais les critiquer sans arrêt ne l'est point. Qu'ils sachent donc qu'à la persistance des abus, nous répondrons par la pertinence des dénonciations!

A l'occasion de notre Convention Nationale, j'insiste sur la liberté d'expression: elle est l'apanage de la condition humaine, elle est la garantie des autres libertés qui sont menacées, violées ou supprimées.

L'opposition affirme que sont inséparables le droit de parler et le droit d'être entendu. Avoir la possibilité de parler à Brasilia est une prérogative vide de sens si l'on ne peut être entendu dans le Brésil tout entier, parce que la censure de la presse, de la radio et de la télévision ferme les yeux et bouche les oreilles du peuple. Le drame des censeurs est qu'ils deviennent d'autant plus fanatiques qu'ils croient davantage aux vérités qu'ils censurent. Leur erreur fatale consiste à penser que la censure, à l'exemple du mensonge, est capable de supprimer les faits, d'éliminer les événements, de décréter la disparition des situations inconfortables. La vérité peut être cachée pour un temps, elle ne peut jamais être détruite. L'avenir et l'Histoire échappent à la censure.

L'information, dont la critique est partie prenante, est une donnée fondamentale de la réussite de gouvernements véritablement forts et bien intentionnés qui recherchent le bien public et non la popularité.

Qui donc, sinon l'information, peut montrer à un chef d'Etat ce qui

se passe réellement, et qui est parfois de la plus haute gravité, dans l'intimité des ministères ou dans celle de nombreux organismes surpeuplés et décentralisés? Qui donc, sinon l'information, est capable d'examiner et de critiquer les stupides conseils des ministres, les fausses priorités des technocrates, les erreurs de planification des assesseurs? Dans sa sagesse et son sens pratique, le génie politique britannique a enrichi le Droit public de l'adage: l'opposition du gouvernement de Sa Majesté au gouvernement de Sa Majesté.

La bureaucratie peut être nonchalante, discourtoise, incapable, voire même corrompue. Ce n'est pas seulement au royaume du Danemark, mais en tout royaume qu'il y a quelque chose de pourri. Quel manque absolu de bon sens pour un gouvernement que de placer sous le signe de l'interdit des lacunes éventuelles, des fautes ou des crimes sous prétexte que leur dénonciation porte atteinte à son intégrité! Voilà pourquoi le pouvoir absolu, marqué du sceau de l'infailibilité par la censure, corrompt absolument et connaît l'échec absolu!

Il est évident enfin que sans liberté de communication, il n'existe pas d'opposition véritable, et encore moins de parti d'opposition.

Puisque le développement est le défi lancé à la génération actuelle - car le Brésil sera développé ou ne sera pas -, le Mouvement Démocratique Brésilien présente dans son programme la philosophie qui l'inspire. Il prend l'engagement d'oeuvrer dans le sens de la nécessaire rupture des terribles structures de misère, de maladie, d'analphabétisme, de retard technologique et politique.

La liberté et la justice sociale ne sont pas de simples conséquences du développement. Elles font partie des conditions indispensables de sa mise en oeuvre, elles relèvent des exigences préalables de sa formulation, elles définissent le caractère humain de son objectif.

La liberté et la justice sociale sont les traits qui composent le visage le plus beau, le plus généreux et le plus opportun du développement, ce visage qui se tourne vers les démunis, les sous-prolétaires, les chômeurs, les travailleurs à la petite semaine; vers l'immense majorité, en somme, de ceux qui n'ont pas de quoi vivre, plutôt que l'infime minorité de ceux qui ont de quoi gaspiller.

Tel est le vrai développement, inspiré des libertés à la Roosevelt qui ont présidé à la naissance de la Charte des Nations-Unies et qui proposent de libérer l'homme de la peur comme du besoin. C'est le développement esquissé à grands traits dans l'encyclique Populorum Progressio, c'est-à-dire la prospérité du peuple: non point celle de l'État, qui lui est concomitante, mais celle qui se résume dans la formule lapidaire "le développement est le nouveau nom de la paix".

Le développement sans liberté ni justice sociale ne mérite pas ce nom. C'est la croissance, ou l'excroissance; c'est l'accumulation de biens et de valeurs; c'est la concentration des services, des fonctions et des devises, étrangère à l'homme et à ses problèmes. Nous devons affirmer avec force que le développement n'est pas à l'image d'un silo monumental et froid, construit pour conserver et exhiber la mythologie ou le folklore du Produit Interne Brut; il n'est pas à l'image d'un trésor enfoui au fond de la mer, inaccessible aux revendications populaires.

Il est intolérable de mystifier une Nation sous prétexte de la développer; intolérable de la rabaisser en la transformant en entrepôt de richesses dont la clientèle privilégiée, sinon exclusive, est représentée par le gouvernement qui finance tant d'ouvrages pharaoniques, et par le pouvoir économique qui dénationalise l'industrie et drague vers l'étranger des profits anormaux.

Un Etat qui absorbe l'homme et la Nation est un Etat équivoque: il est voué à la catastrophe. La grandeur de l'homme est plus importante que la grandeur de l'Etat, car le bonheur de l'homme doit être le chef-d'oeuvre à réaliser par l'Etat. L'Etat est l'agent politique de la Nation. Au-delà, et plus profondément, la Nation est la langue, la tradition, la famille, la religion, les coutumes; elle est le souvenir de ceux qui sont morts, la lutte de ceux qui vivent, l'espoir de ceux qui viendront à naître.

La liberté sans ordre ni sécurité conduit au chaos. A l'opposé, l'ordre et la sécurité sans liberté rendent viable l'hypothèse de l'univers pénitentiaire: les prisons modernes sont des mini-villes avec travail rémunéré, restaurant, bibliothèque, école, stade de football, cinéma, journaux, radio et télévision; les malheureux qui les peuplent ont presque tout à leur disposition, mais ils ne possèdent rien car il leur manque la liberté; ils cherchent à s'enfuir au prix de leur vie, ou ils attendent dans la résignation l'heure de la libération.

Du haut de cette tribune de la Convention de notre Parti, je m'adresse au Général Ernesto Geisel, le futur chef de la Nation.

Les Forces Armées ont pour patron le Duc de Caxias et pour exemple le Général Eurico Gaspar Dutra: ce sont des citoyens qui ont fait honneur à leurs épées dans la défense de la loi et la protection de la liberté. Général Ernesto Geisel, vous appartenez aux Forces Armées; vous les avez honorées par votre dignité; vous sortez des rangs pour assumer la charge suprême: le commandement politique et militaire du Brésil.

L'Histoire vous offre peut-être la dernière chance qu'a le Brésil de voir se constituer, dans une perspective évolutive, un gouvernement de l'ordre dans la liberté, un gouvernement du développement dans la justice sociale, un gouvernement du peuple comme source et finalité du pouvoir et non point comme son objet ou sa victime sans défense.

Tâche redoutable sans aucun doute, lourde de risques peut-être! Mais le danger est partie intégrante de la destinée des soldats authentiques. La stature des chefs d'Etat n'est pas déterminée par le détail de la routine ou par la physiologie du quotidien. Ce n'est pas seulement la porte du ciel qui est étroite, ainsi que nous en avertit l'Evangeliste Saint Matthieu au chapitre 23 verset 24. La porte du devoir et du bien, elle aussi, est un objet de préoccupation quand elle ouvre sur la rédemption d'un peuple.

Nous espérons, Président Ernesto Geisel, que vous saurez la franchir.

L'opposition offrira à la prochaine administration la plus haute, la plus loyale, la plus efficace des collaborations: celle de la critique et du contrôle. Elle sait, dans l'humilité, qu'elle n'est pas dépositaire de la vérité. La vérité n'a pas de propriétaire exclusif et infaillible.

L'opposition sait cependant qu'elle est plus proche de la vérité et qu'elle se trouve en meilleure condition pour la faire connaître aux détenteurs provisoires du pouvoir qui se sont si souvent écartés d'elle, ou qui se sont laissés illusionner par les technocrates présomptueux, prompts à l'anathème et préposés à l'exorcisme des opposants; par les domestiques attachés à tous les gouvernements; par tous ceux qui, leur vie durant, sont prêts à donner leur appui et à offrir leur vote pour plaire au prince.

L'opposition propose au gouvernement le seul chemin menant à la vérité: la controverse, le dialogue, le débat, l'indépendance qui autorise à dire "oui" au bien, et le courage qui permet de dire "non" au mal. La démocratie, en somme.

Messieurs les membres de la Convention: du fond du coeur, je vous déclare que je ne vous remercie pas du choix par lequel vous apportez la consécration à ma vie d'homme public. On ne sollicite pas une mission. On l'accepte, puis on l'accomplit dans le sacrifice, sans recherche de profit personnel.

Mais comme président national du Mouvement Démocratique Brésilien, je vous remercie de l'assurance et de la détermination avec lesquelles, malgré le soleil, le vent et les menaces, vous faites oeuvre de liberté dans notre Patrie. Je conserverai dans ma mémoire le souvenir des propos amicaux que vous avez tenus ici, en particulier des paroles qualifiées des grands leaders que sont le Sénateur Nelson Carneiro et le Député Aldo Fagundes, dont les noms sont inscrits à tout jamais dans les annales du Congrès National et gravés dans le souvenir admiratif de ses membres.

Je me fais l'interprète de la reconnaissance du Parti auprès de Barbosa Lima Sobrinho pour sa réponse empressée à notre appel ardent. Il a provisoirement abandonné sa bibliothèque et quitté le journalisme, contractées de son talent et de son patriotisme, afin de se consacrer, pour le bénéfice du peuple, au magistère des libertés publiques, des garanties individuelles et du nationalisme. Sa vie et son oeuvre peuvent nous servir de modèle (2).

Enfin, nous avons le devoir impérieux de souligner ici la nécessité d'une réparation pour l'injustice considérable dont tant de brésiliens ont été les victimes sans défense, dans leur tâche de paladins du bien public et de la cause démocratique. Ce devoir de justice est un pacte d'honneur pour notre Parti: il s'appelle l'amnistie.

Messieurs les membres de la Convention:

La caravelle va quitter le port. Les voiles sont gonflées de rêve, elles sont tendues d'espoir. L'idéal est à la barre, et l'inconnu se profile à l'horizon.

Sur le quai de l'aube, semblables au vieux Restelo de toutes les épopées, avec leurs voix de Cassandre et leurs regards de vaincus, nos opposants marmonnent leurs litanies de l'immobilisme et de l'invincibilité de "l'establishment". Ils nous adjurent de rester, non de partir à l'aventure.

(1) Barbosa Lima Sobrinho, "candidat" à la vice-présidence de la République (N.d.T.)

Mais pour l'heure, notre ordre de mission n'est pas celui de Camões: il est celui de Fernando Pessoa qui crie à tous les vents: "Vivre point n'est besoin! Hisser la voile seul importe!".

De mon poste d'aujourd'hui, à la grande hune, j'ai l'espoir en Dieu de pouvoir bientôt crier au peuple brésilien: Bonne nouvelle, mon capitaine, terre en vue!

Délivré de l'ombre, de la peur et du cauchemar, à la vue de la terre bénie de la liberté...

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)